

INFOS Hebdo

Par Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

Les sondages de la semaine.

Si l'élection présidentielle avait lieu ce dimanche, le second tour opposerait François HOLLANDE à Nicolas SARKOZY.

Pour l'IFOP, **François HOLLANDE** gagne 3 points avec 31% des intentions de vote. +4 points selon BVA, à 34%. TNS SOFRES le place à 31,5%.

Pour **Nicolas SARKOZY**, les instituts le placent respectivement à 24,5 (+0,5 point), 25% (+2) et 26%.

Marine LE PEN perd du terrain : 19% (-1), 15% (-3) et 16%.

François BAYROU recule également : 11,5% (-1), 12% (-1) et 12%.

Jean-Luc MELENCHON est crédité de 7,5% à 9% des intentions de vote ;

Ces enquêtes ont été réalisées après le discours du Bourget de François HOLLANDE et le duel télévisé entre François HOLLANDE et Alain JUPPE, et la prestation télévisée de Nicolas SARKOZY dimanche dernier.

Elections législatives 2012 :

Vous voulez voter par correspondance pour les législatives à l'étranger ?

Vous devez vous inscrire avant le :

1^{er} mars 2012 !

Cela concerne tous les électeurs inscrits sur la liste électorale consulaire et qui souhaitent voter, à l'étranger, par correspondance postale, pour les législatives de juin prochain. Pour recevoir le matériel de vote, vous devez l'avoir demandé avant le 1^{er} mars 2012. Cette préinscription se fait auprès de votre poste diplomatique et consulaire, ou sur monconsulat.fr.

MONDE

Le chaos en Égypte. Les violences lors d'un match de football entre le club d'Al Masri et le club cairote d'Al Ahli, ont fait 74 morts et un millier de blessés. L'incapacité des forces de l'ordre à assurer la sécurité du match a déclenché une nouvelle flambée de contestation pour dénoncer l'incurie des militaires du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Certains parlent de manipulation et mettent en garde contre le risque d'une contre-révolution que mèneraient les partisans de l'ancien régime. Indignés par ce drame de Port-Saïd, plusieurs milliers de manifestants égyptiens bloquent depuis jeudi les abords du ministère de l'Intérieur au Caire. Les forces de l'ordre ont réagi. Bilan provisoire : 1 mort et 400 blessés. 2 autres manifestants ont été tués par des tirs à balles réelles de la police à Suez.

Conseil de sécurité : nouvelle version du projet de résolution sur la Syrie. Le texte soutient la décision de la Ligue arabe du 22 janvier, tout en faisant des concessions à la Russie dans l'espoir de lever son blocage. Les détails du transfert des pouvoirs du président Bachar Al-Assad à son vice-président n'apparaissent plus. Le texte abandonne aussi la référence aux sanctions économiques décidées par la Ligue arabe contre Damas en novembre 2011, ainsi qu'un paragraphe où le Conseil s'inquiétait des ventes d'armes à la Syrie, que Moscou souhaite poursuivre. Une clause prévoyant que le Conseil refera un point de la situation dans les trois semaines suivant l'adoption d'une résolution devrait être proposée..

Un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes dès le mois d'avril. Le secrétaire américain à la Défense, Leon PANETTA, juge que la possibilité gagne en crédibilité, selon les médias américains. Le Washington Post écrit : « PANETTA pense qu'il existe une forte probabilité qu'Israël frappera l'Iran en avril, mai ou juin - avant que l'Iran n'entre dans ce que les Israéliens qualifient de 'zone d'immunité' pour commencer à assembler une bombe nucléaire ». Le Washington Post écrit encore que le report de manœuvres militaires communes entre Américains et Israéliens initialement programmées pour ce printemps peut être vu comme le signe d'une attaque israélienne en préparation.

Chaussures et pierres pour le convoi du Secrétaire général de l'ONU. Cela s'est passé au moment où les voitures pénétraient dans la bande de Gaza. Des Palestiniens reprochant ainsi à Monsieur BAN Ki Moon de ne pas rendre visite aux familles des palestiniens détenus en Israël. Le Secrétaire général espère qu'Israël assistera à la conférence d'Helsinki sur le Proche Orient dénucléarisé.

EUROPE

Conseil franco-allemand. A Paris le 6 janvier. Au menu, selon le ministre chargé des affaires européennes, Jean LEONETTI : avancer sur la convergence fiscale, sur l'introduction d'une taxe sur les transactions financières et enfin sur l'avenir de la PAC. Les travaux préparatoires du 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée seront engagés à cette occasion.

Le pacte des loups. Les Etats membres, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la République Tchèque, ont finalement signé un traité de discipline budgétaire. L'Allemagne, premier contributeur du Fonds européen de stabilité financière (FESF), avait fait de la signature de ce traité une condition sine qua none de la poursuite de sa contribution au fonds. Un texte en 16 articles donnant une force accrue à la « règle d'or », un déficit structurel de 0,5% du PIB et la publication à l'avance des émissions obligataires.

Inflation stable dans la zone euro en janvier, à 2,7%.

La Belgique en récession. Avec 2 trimestres consécutifs de baisse du PIB : -0,2% au 4^e, après 0,1% au 3^e trimestre.

La Chine va aider l'euro. C'est le Premier ministre chinois, WEN Jiabao qui l'a assuré à Angela MERKEL en visite à Pékin. « *Il est urgent de régler la crise de la dette en Europe* » a-t-il dit. Il n'a pas annoncé le montant de l'aide, mais un membre du comité monétaire de la Banque centrale chinoise avait récemment parlé de 100 milliards d'euros. Le Premier ministre chinois rassure : « *Certains pensent que cela veut dire que la Chine veut acheter l'Europe. Mais la Chine n'a pas cette intention et n'en a pas la capacité* ».

Accusé pour entrave au cours de la justice, le ministre démissionne. Chris HUHNE, ministre britannique de l'énergie, est mis en cause dans une affaire d'excès de vitesse. « *Je suis innocent* », dit le ministre qui a démissionné. David CAMERON pourrait opérer un remaniement ministériel plus large.

AFRIQUE, AMERIQUE, ASIE

Le retour de l'Irak. Pour la 1^{ère} fois depuis 1978, l'Irak va être l'hôte d'un sommet régulier : il s'agit du tout premier sommet arabe depuis les soulèvements révolutionnaires. Réunion des ministres de l'Economie le 27 mars, puis des ministres des Affaires étrangères le 28.

Une « brise ». C'est à cela que le président sénégalais Abdoulaye WADE a comparé la contestation de sa candidature à la présidentielle du 26 février. L'opposition a appelé à un nouveau rassemblement ce vendredi.

Visite surprise du ministre britannique en Somalie. William HAGUE a annoncé la nomination d'un ambassadeur. Il n'y en avait plus depuis 21 ans.

Nette victoire de ROMNEY en Floride : OBAMA relativise. Le comité de campagne du président sortant a estimé que la campagne agressive du républicain avait détourné de lui le groupe crucial des électeurs centristes. Mitt ROMNEY a obtenu 46% des voix dans un Etat considéré comme important dans la course à l'investiture, car très diversifié.

HOLLANDE s'engage sur le logement. La Fondation Abbé Pierre a présenté son 17^e rapport sur le « mal logement », et a invité les candidats à la présidentielle à signer un « *contrat social* ». François HOLLANDE a profité de l'occasion pour présenter ses propositions sur le logement, égratignant au passage le « *droit opposable au logement* », créé par la droite, pour « *ensuite pas de logement à proposer à ceux qui en demandent* », dénonçant une « *illusion* », au même titre que le rehaussement des coefficients d'occupation des sols annoncés dimanche dernier par le Président sortant. L'annonce de cette hausse de 30% « *a bloqué un certain nombre de transactions qui devaient se faire sur des terrains à bâtir, qui vont être plus chers et qui ne vont pas être venus avant longtemps* » selon le candidat socialiste.

Pour la droite : Benoist APPARU, secrétaire d'Etat au Logement, a défendu l'idée que la seule solution « *pour faire baisser les prix est de produire plus de logements.* » Il a refusé de signer le contrat de la Fondation, jugeant mauvaises certaines propositions, comme celle de bloquer les loyers.

Et sur la santé ? François HOLLANDE a poursuivi ses déplacements thématiques à la faculté de médecine de Paris. Il a annoncé une modification du financement des hôpitaux publics ainsi qu'un vaste plan d'aide à l'installation des jeunes médecins. Son projet s'articule autour de 3 axes : mieux prévenir, mieux guérir et mieux garantir. Il souhaite une protection du service public de la santé et de l'hôpital ; une égalité des soins pour tous sur l'ensemble du territoire et enfin une santé accessible.

Bodyguards. L'équipe chargée de la sécurité du candidat socialiste est passée de 2 à 14 policiers. Ce renforcement avait été décidé fin décembre, selon le secrétaire général de la campagne, et cela n'a aucun rapport avec le jet de farine lancé au visage de François HOLLANDE alors qu'il présentait ses propositions devant la Fondation Abbé Pierre. La femme responsable de ce geste a été admise à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police de Paris. François HOLLANDE a fait savoir qu'il ne porterait pas plainte.

Le livre de François HOLLANDE. Titre provisoire : « Changer de destin ». Il s'agit dit-il d'un livre politique pour présenter son programme et ses idées. Parution le 23 février aux éditions Robert Laffont.

Pas de doute. Lors de son allocution de dimanche dernier, Nicolas SARKOZY, a laissé peu de doutes sur sa candidature. Recevant les députés de la majorité, il leur a dit d'être patients, et d'avoir confiance. Il veut « ménager la surprise », estimant que le PS ne peut « pas gagner avec ses propositions actuelles ». Il s'est félicité d'avoir « rassemblé son camp », « comme l'a démontré le Conseil national de l'UMP ». « J'ai des idées, elles seront choc, avec des propositions très fortes sur l'éducation, le chômage, l'emploi ». Nicolas SARKOZY persiste : « il n'y a pas d'urgence, je sais ce que je fais ».

Qualité ? Ténacité. Défaut ? Une certaine obstination. François FILLON a ainsi répondu lors d'une émission télévisée. Il reste confiant, malgré les sondages : « Les Français choisiront le candidat le plus solide ». Confronté à Martine AUBRY, le débat a porté essentiellement sur les chiffres de l'économie, mais sur un ton globalement courtois. Martine AUBRY a défendu le programme de son candidat, que le chef du Gouvernement reconnaît être un homme intelligent et plutôt sympathique. François FILLON a expliqué et justifié les mesures du quinquennat et celles annoncées par le Président. « Le meilleur moyen d'entraîner est de dire la vérité aux Français » a-t-il ajouté reconnaissant quelques erreurs et retards. « Les Français jugeront », a répondu Martine AUBRY.

Et l'avenir ? FILLON laisse toutes les options ouvertes mais pour l'instant il sera candidat aux législatives à Paris... Il a justifié sa candidature dans la capitale par le fait qu'il y réside depuis 10 ans, ainsi que sa famille. Il a expliqué que ce n'était certainement pas pour éviter une réélection difficile dans la Sarthe, car ça n'aurait pas été le cas, mais bien pour évoluer et relever un nouveau défi.

Parrainages pour se présenter à l'élection présidentielle. Le Conseil constitutionnel se prononcera sur la conformité à la Constitution française du système le 16 février. Le Conseil d'État a renvoyé au Conseil constitutionnel la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) posée par Marine LE PEN, estimant qu'elle remplissait les conditions juridiques requises. La présidente du FN dénonce ce dispositif destiné à éliminer les candidatures fantaisistes, qui prévoit la publication au Journal officiel des 500 signatures d'élus minimum pour se présenter au premier tour de l'élection. Marine LE PEN a déclaré disposer de 350 promesses de signatures, sur les 500 requises. Elle estime que des pressions sont exercées sur les élus qui voudraient la parrainer et elle réclame l'anonymat. Si les Sages déclarent que la disposition est contraire à la Constitution, elle disparaîtra de l'ordre juridique.

L'amende la plus chère. L'amende pour fraude fiscale est au maximum de 37.500 euros. A l'avenir, elle pourra se monter à 500.000 euros. Confirmation du Ministre du Budget, Valérie PECRESSE.

-10%. C'est la réduction de ses indemnités, demandée par Bernard ACCOYER. Le Président de l'Assemblée nationale ajoute que plusieurs députés l'ont également souhaitée et que la réduction leur est déjà appliquée. Il indique d'autre part que l'Assemblée a réduit son budget de fonctionnement de 180 millions d'euros sur 5 ans.

72. C'est le nombre de députés qui ont signé le recours en inconstitutionnalité de la loi pénalisant la négation des génocides (génocide arménien). Le président de la République aurait indiqué qu'il déposerait « tout de suite un nouveau texte » si la loi était censurée par le Conseil constitutionnel. Il aurait souligné le fait que certains pourraient tirer profit de la déclaration d'inconstitutionnalité pour remettre en cause devant les Sages la loi pénalisant la négation de la Shoah.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Lutte contre la précarité dans la fonction publique. Adoption par la Commission des Lois du texte déjà voté par le Sénat, avec de nouvelles dispositions sur la parité hommes-femmes et le télétravail.

« **Fabriqué en France** ». La proposition de résolution a été adoptée par les députés, afin que les consommateurs puissent identifier clairement l'origine des produits et des industries. Les groupes UMP et du Nouveau centre (NC), ont voté pour ce texte. L'opposition de gauche s'est abstenue. Les « produire français » et « acheter français » font quasiment l'unanimité ces derniers temps chez la plupart des candidats à l'élection présidentielle.

Sénat

Exécution des peines. Le Sénat a adopté en nouvelle lecture, le texte largement remanié par la commission des Lois.

Présidentielle – remboursement des frais de campagne. Sans surprise, les sénateurs ont rétabli la version profondément modifiée qu'ils avaient adoptée en 1^{ère} lecture. Ils proposent notamment un système de remboursement des dépenses proportionnel au nombre de voix obtenues par les candidats au 1^{er} tour. Le gouvernement devrait demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement.

Adoption de la proposition de loi relative à la chasse. Quasi-unanimité, sauf les Ecologistes.

ECONOMIE & DEFENSE

126 Rafale. Ouf ! C'est fait. L'Inde a finalement décidé d'acquérir 126 avions de chasse Rafale de l'avionneur français Dassault, qui remporte ainsi à la fois un colossal appel d'offres estimé à 12 milliards de dollars et son premier succès à l'exportation pour cet appareil. Le contrat devra encore être finalisé dans les détails. Dassault était en compétition avec le consortium européen Eurofighter, qui proposait son Typhoon. La rumeur d'une autre vente de Rafale, aux Emirats, a suivi cette annonce.

L'industrie automobile française cale. Le nombre d'immatriculation de voitures neuves a plongé en janvier : -20,7%. Impact très fort sur les constructeurs nationaux. -27,4% pour PSA Peugeot Citroën, -32,7% pour Renault.

Emission d'obligations réussie pour la France. 7,962 milliards d'euros. L'objectif était à 8 milliards. La France a levé cet emprunt à des taux en baisse.

Les Suisses exportent moins... Le commerce extérieur en repli. 2% de progression seulement au lieu de 7% en 2010. Les exportations suisses pâtissent du Franc suisse fort. Mais la Suisse connaît quand même un excédent commercial record.

Facebook à la bourse. Le jackpot pour 1.000 employés sur 3.000 qui détiennent des parts et qui devraient tous devenir millionnaires en dollars. Mark ZUCKERBERG (28 ans), 28% du capital dispose d'une fortune dépassant les 28 milliards de dollars.

Le luxe paie malgré la crise. Le numéro un mondial du luxe LVMH, propriétaire de Louis Vuitton, Céline, Givenchy ou encore Guerlain, mais aussi des champagnes Ruinart, Moët et Chandon et Dom Perignon ou encore du cognac Hennessy, a annoncé avoir réalisé en 2011 une nouvelle année record. Le chiffre d'affaires se hisse à 23,66 milliards contre 20,32 milliards en 2010 (+16%), au-delà des attentes du marché. Le bénéfice opérationnel courant bondit à 5,26 milliards d'euros contre 4,32 milliards. 2010 a été un « *nouveau grand millésime* » sur le marché mondial du luxe.

Malev va mal. Ses avions sont cloués au sol. La compagnie aérienne hongroise a annoncé avoir cessé ses opérations faute de liquidités, un mois après avoir été forcée par l'Union européenne de rembourser à l'Etat une aide financière jugée indue. Le personnel au sol de l'aéroport de Tel-Aviv de préparer vendredi un avion de la compagnie, le seul appareil cloué au sol en dehors de la Hongrie, est la raison immédiate de l'annonce de l'arrêt des opérations. Malev opérait depuis 70 ans de façon presque ininterrompue.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER & AFFAIRES ETRANGERES

Le projet de la fédération PS en ligne. Un texte « écrit à plusieurs mains », « nourri de notre expérience militante partout dans le monde ». La Fédération socialiste des Français à l'étranger s'est fixée comme objectif « le renforcement du lien citoyen ». Pour ce faire, plusieurs axes : le service public à l'étranger, qui passe par un « *nouveau souffle* » pour le réseau consulaire, « approfondir la coopération consulaire européenne », les « familles binationales », « simplifier » l'obtention des titres d'identité...

Pour l'enseignement, il doit être « ouvert à la diversité du monde » : « aucun ne doit être exclu du réseau pour des raisons financières et géographiques ». La prise en charge des frais de scolarité ? « La PEC introduit une inégalité entre les élèves de lycée et ceux des autres niveaux, mais aussi entre les élèves français et les élèves étrangers ». Elle serait donc remplacée par « un système de bourses attribuées sur critères sociaux et régionaux ».

Retrouver toutes les propositions « La France tout au long de la vie », sur le site de la Fédération socialiste : <http://ffe-ps.org/2012/01/30/la-france-tout-au-long-de-la-vie-le-projet-des-socialistes-francais-a-l%E2%80%99etranger/>

Aides à la scolarité : ATTENTION !

Les familles françaises qui souhaitent pouvoir bénéficier de la prise en charge des frais de scolarité de leur(s) enfant(s) lycéens, doivent remplir un formulaire **de demande chaque année et pour chaque enfant**. Ainsi, les demandes doivent être remplies dès la 3^e, pour les enfants qui entreront en 2^{nde} l'année suivante. Elles doivent ensuite être renouvelées chaque année.

Les **bourses scolaires** sont soumises aux mêmes délais des dépôts des dossiers.

Où et quand ? Cette demande est à déposer auprès de l'établissement scolaire **avant une date qui varie selon chaque circonscription consulaire, entre début et fin février**.

Renseignez-vous auprès du consulat ou du lycée pour connaître cette date limite des demandes. Le respect de la date limite de dépôt des demandes de PEC est impératif, sous peine de rejet de la demande !

SANTE & SOCIETE

Vous avez dit réchauffement climatique...

Températures en forte baisse sur toute l'Europe. En France 7° au-dessous des moyennes saisonnières. Avec des conséquences très graves. Déjà 122 morts ces derniers jours en Europe, victimes directes ou indirectes du froid. Des températures au-dessous de -25° en moyenne dans l'Est de l'Europe avec des pointes à près de -40° en particulier en Ukraine, Roumanie et Bulgarie victimes de la « *bonne bise de Russie* »... Et le froid va persister encore au moins 10 jours.

Le classement des villes tops des Pickpockets.

Les résultats de l'étude de la communauté de voyageurs du site TripAdvisor bousculent les clichés. Les 10 premières sont européennes... 1^{ère} : Barcelone, 2^e : Rome, 3^e : Paris, 4^e : Madrid. Londres se classe à la 10^e place.

Quotas de femmes dans la haute fonction publique. Annonce du ministre François SAUVADET qui déposera un amendement en ce sens au projet de loi sur la précarité la semaine prochaine à l'Assemblée.

600.000 euros d'amendes pour « escroquerie en bande organisée », C'est le verdict de la cour d'appel de Paris dans le procès de deux entités de « l'Eglise de Scientologie ». Son principal responsable français, Alain ROSENBERG, a été en outre condamné à 2 ans de prison avec sursis et 30.000 euros d'amende. Trois autres responsables ont été condamnés. Une décision sans précédent au plan international. La procédure a pris 13 années. La Scientologie revendique actuellement 12 millions d'adeptes dans 150 pays, dont 45.000 en France.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Ordonnances relatives à l'urbanisme.

Décret relatif à l'accueil dans les ports des navires ayant besoin d'assistance.

Communications. L'Afghanistan. / L'application des lois. / Les coûts de la filière électro-nucléaire. / Le conseil des ministres franco-allemand du 6 février 2012.

CULTURE & NOUVELLES TECHNOLOGIES

Galileo. C'est pour fin 2013. En tout cas pour les premiers fonctionnements du GPS européen. La Commission et l'Agence spatiale européenne ont donné le marché des 8 derniers satellites à la société allemande OHB Technology. Ariane 5 les lancera de Kourou en Guyane. Marché de 500 millions d'euros. Chaque tir mettra sur orbite 4 satellites.

Une quatrième terre « habitable » ? Une équipe internationale d'astronomes a annoncé la découverte d'une nouvelle exoplanète potentiellement habitable, portant à 4 le nombre de ces planètes situées hors de notre système solaire. « *Cette planète rocheuse – (GJ 667Cc) est la nouvelle meilleure candidate pour maintenir l'eau liquide à sa surface et peut-être y abriter la vie telle que nous la connaissons* », a expliqué Guillem ANGLADA-ESCUDE, responsable de cette équipe d'astronomes. Elle tourne autour de son étoile en 28 jours environ et est environ 50% plus grosse que la terre.

CARNET – NOMINATIONS

Jean-Luc FAURE-TOURNAIRE, consul général à Zurich, est nommé Sous-directeur Amérique du nord au quai d'Orsay.

Gérard LARCHER, ancien président du Sénat, s'est vu confier par Nicolas SARKOZY, une mission de réflexion sur une réforme du système de formation professionnelle.

Edouard GEFFRAY, directeur des affaires juridiques internationales et de l'expertise de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr